

cocaïne
haschisch
héroïne crack
cannabis

Refusez la banalisation de la drogue.

N'acceptez pas que Lausanne adresse des messages intolérables à vos enfants.

Ne poussez pas les toxicomanes à s'installer plus encore dans leur dramatique dépendance.

N'entrez pas dans la logique du « toujours plus », si chère aux drogués. Elle les détourne de la seule vraie issue pour eux : une thérapie axée sur l'abstinence et la réhabilitation physique et morale.

**Votez NON à l'ouverture d'un
local d'injection et d'inhalation de
stupéfiants à Lausanne,
le 8 juillet 2007.**

- **Refusons la banalisation de la drogue**

La drogue est destructrice des personnes, des familles et de la société. Rien ne doit être utilisé comme prétexte ou argumentation pour en faciliter la consommation, développer son commerce et lui donner une apparence de légalité.

- **N'acceptons pas d'adresser des messages pervers à nos enfants**

Les parents et les enseignants le répètent: *«La consommation de stupéfiants est mauvaise, dégradante, dangereuse, mortelle».*

Et voilà que les autorités publiques en tolèreraient la consommation? Et qu'elles en faciliteraient le commerce en lui donnant les apparences de la légitimité?

Pour faire bon poids, le local d'injection serait implanté à quelque 300 mètres du gymnase du Bugnon (665 adolescents) et à peine à 100 mètres de l'Ecole de couture de Lausanne (120 filles et garçons)!

- **N'aidons pas les toxicomanes à s'installer dans leur dramatique dépendance**

Les toxicomanes sont malades et doivent être soignés. Nous n'avons pas le droit de les abandonner en nous en débarrassant de la sorte. C'est aussi la responsabilité des autorités publiques de tout faire pour éviter que leur dépendance augmente.

Un local public «officiel» d'injection et d'inhalation va dans le sens contraire. Il incitera naturellement les toxicomanes à repousser leur indispensable sevrage. Et quelle serait la responsabilité des autorités communales en cas d'overdose ou d'événement tragique?

- **N'entrons pas dans la logique du «toujours plus», si chère aux drogués**

Cette logique mortelle qui les détourne de la seule issue pour eux: une thérapie axée sur l'abstinence et la réhabilitation physique et morale.

La condition première du succès pour celui qui voudrait entreprendre une thérapie d'abstinence consiste en une coupure totale avec le milieu de la drogue. Toute autre proposition ne fait que retarder sa décision d'en sortir et la rendre toujours plus difficile.

• Considérations d'hygiène et de santé publique

Il est illusoire de prétendre qu'un tel local diminuerait de manière significative le risque d'infection d'hépatite C ou de VIH pour les toxicomanes. De la même manière, le local d'injection ne limite pas réellement les risques d'infection par des seringues usagées. Un toxicomane se drogue quand il en ressent le besoin, là où il se trouve, avec le matériel à disposition, même sale. Imaginer qu'il se déplacerait dans un local déterminé pour trouver une seringue propre est une illusion dangereuse. La consommation dans ce local ne ferait que s'ajouter à la consommation «sauvage» ailleurs en ville.

• Libérer la rue des dealers et des toxicomanes?

Vraiment? A Lausanne, comme à Genève, à Berne et ailleurs, nous subissons une augmentation de la population de toxicomanes et de dealers. On les retrouvera toujours dans les rues, dans les halls de nos maisons, dans nos caves. C'est là que se fera le trafic. Criminalité en hausse, agressions, vols, insécurité, bagarres, règlements de comptes: c'est programmé! C'est ce que nous voulons offrir aux Lausannoises et Lausannois?

Les autorités lausannoises n'ont pas su gérer le regroupement de toxicomanes, ni à St-Laurent, ni à proximité de la gare et encore moins à La Riponne...

Dans *Le Matin bleu* du 18 mai dernier, les habitués de La Riponne rigolent: «*On est bien ici, on ne va pas s'enfermer dans leur bistrot social*». Le Municipal de police Vuilleumier poursuit: «*Le domaine public appartient à tout le monde, nous n'avons pas les moyens d'enfermer ces gens sans raison.*» Il annonce aussi que la police sera plus sévère devant leurs incivilités (pourquoi pas déjà maintenant?) et tentera de les convaincre de fréquenter plutôt le bistrot social. Bonne chance!

Après le 8 juillet, des conseillers communaux de la minorité déposeront une motion pour que les montants que Lausanne voudrait consacrer à la création et au fonctionnement du local d'injection soient réaffectés: prévention efficace d'un côté et soutien renforcé aux établissements lausannois proposant des thérapies basées sur l'abstinence et la réhabilitation physique et morale.

**Refusez cette nouvelle
fuite en avant et votez NON!**

